



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa
Europki parlament Parlamento europeo Eiropas Parlaments Europos Parlamentas Európai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN POUR L'OBSERVATION DES ELECTIONS MUNICIPALES EN TUNISIE (6 MAI 2018)

**RAPPORT DE M.SANTIAGO FISAS AYXELÀ
CHEF DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN**

Annexes:

- A. Liste des participants**
- B. Déclaration de la délégation du PE**
- C. Rapport préliminaire de la Mission d'Observation Électorale de l'UE**
- D. Communiqué de presse de la Mission d'Observation Électorale de l'UE**

Introduction et contexte des élections:

Ces élections municipales sont une première en Tunisie à plus d'un titre. Elles sont organisées pour la première fois depuis la révolution de 2011 et le changement subséquent de régime: elles viennent ainsi compléter le cycle électoral démocratique initié en 2011 avec les élections à l'Assemblée constituante en 2011 puis les élections présidentielles et législatives en 2014. Par ailleurs, les municipalités couvrent désormais l'ensemble du territoire tunisien, sans laisser de côté de zones peu peuplées ou frontalières: l'ensemble des citoyens tunisiens sont ainsi représentés par leurs élus locaux, aucune part du territoire n'est laissée qu'au contrôle du pouvoir central.

La tenue de ces élections a fait l'objet d'intenses négociations politiques, et leur date a d'ailleurs été repoussée à différentes reprises sur demande d'un certain nombre de partis politiques n'étant pas préparés à la campagne, prolongeant d'autant la présence d'une administration municipale nommée et non élue.

L'Union européenne a reçu une invitation des autorités compétentes pour l'envoi d'une Mission d'Observation Électorale (MOE), comme cela avait été le cas pour les scrutins de 2011 et 2014. Dans la mesure où la Tunisie est un pays prioritaire pour les programmes de soutien à la démocratie, un partenaire crucial de l'UE dans son voisinage et que le pays s'est engagé résolument dans la voie de la démocratie depuis 2011, le Parlement européen a fait valoir auprès de la Haute représentante / Vice-Présidente tout l'intérêt et l'importance qui s'attachent à l'envoi d'une telle mission, en dépit de la nature purement locale de ces élections. Le Groupe de Soutien à la Démocratie et de Coordination des Élections (DEG) souhaitait également l'implication du Parlement européen dans ces élections et a décidé d'envoyer une délégation, comme lors des précédents scrutins.

L'adoption par l'Assemblée des Représentants du Peuple Tunisien (ARP) du Code des Collectivités Locales avant le scrutin était également un élément crucial, afin de permettre aux collectivités nouvellement élues d'exercer pleinement leur mandat et non pas de dépendre du gouvernorat comme la loi de 1975 encore en vigueur le stipule. Grâce notamment à la pression de la communauté internationale et de la société civile, l'ARP est parvenue à adopter ce code en dernière minute (fin avril).

Composition de la délégation du PE et programme

La délégation, composée de 6 MEP issus de 4 États membres représentant 5 groupes politiques différents, et accompagnée de 3 membres du secrétariat général du PE, était présidée par M.Fisas Ayxelà (PPE, ES), et était intégrée dans la MOE elle-même dirigée par Fabio Massimio Castaldo (ELDD, IT).

Le programme de la délégation s'est articulé autour de réunions avec les représentants des principales forces politiques (parmi les 220 partis enregistrés, 2074 listes présentes pour 350 municipalités), à savoir Nidaa Tounès, Ennahdha, Machrou Tounès, Attayar / Courant Démocrate, l'Union Civile ; avec le Président de l'ARP, M.Ennaceur ; avec des représentants de la société civile et des médias ; avec les présidents et membres de l'Instance Supérieure Indépendante pour les élections (ISIE) et de la Haute Autorité Indépendante de la Communication de l'Audiovisuel (HAICA) ; avec les représentants des États Membres et de l'UE ; avec les membres de la MOE.

Le jour des élections, la délégation s'est scindée en trois équipes couvrant respectivement :

- Carthage / le Kram / Sidi Bou Saïd
- Ariana et Manouba
- Bizerte

Principaux points et conclusions

En plus des conclusions préliminaires de la MOE présentées par l'Observateur en Chef lors de la Conférence de Presse du 08 Mai auxquelles elle a souscrit pleinement, un certain nombre de points ont été mis en avant par la délégation du PE au cours de son programme ou lors de la Conférence de presse.

- la place accordée aux jeunes (de moins de 25 ans), femmes et personnes handicapées lors de la campagne : des dispositions inédites et très ambitieuses ont été introduites pour garantir une meilleure représentation de ces trois catégories de citoyens dans les assemblées locales. Si les sanctions ne sont que d'ordre financier en cas de manquement aux obligations de représentation des jeunes et des personnes handicapées, elles sont d'ordre juridique en cas de non-respect de la parité verticale (alternance homme / femme sur une même liste) ou horizontale (nombre égal de listes menées par un homme ou une femme pour un même parti politique sur l'ensemble des listes présentées). Par ailleurs, pour la première fois, militaires et forces de l'ordre étaient appelés à prendre part au vote (avec une semaine d'avance).
- les conséquences de telles dispositions : si l'on se félicite de ces avancées pour les femmes, jeunes et personnes handicapées, ces dispositions n'en demeurent pas moins très exigeantes. De nombreuses listes n'ont ainsi pas pu être constituées et présentées dans beaucoup de municipalités (seuls les deux grandes forces politiques Nidaa Tounes et Ennahdha parvenant à présenter une liste pour chacune des 350 municipalités), et de nombreux partis

politiques ont fait le choix d'intégrer / créer / susciter des listes dites indépendantes (non affiliées à un parti politique). Plus du tiers des listes validées (860 sur 2074) sont ainsi enregistrées comme indépendantes, ce qui peut nuire à la lecture de l'offre politique par les électeurs et leur bonne compréhension des enjeux et programmes en compétition.

- le contrôle à la lettre des dispositions par l'ISIE et la HAICA : les deux instances en charge du contrôle des différents éléments de la campagne ont appliqué de façon parfois jugée excessive les dispositions en vigueur, notamment sur la déclaration préalable des activités de campagne, la validation des affiches électorales ou l'implication des députés dans les débats ou les références faites au Président de la République. Combinée à une application divergente de ces mêmes règles par les instances régionales de l'ISIE, et sans absence de recours, cette approche a eu un impact négatif sur le dynamisme de la campagne, sur l'engagement des listes et candidats dans le débat, et sur l'intérêt porté par les électeurs.

La relative discrétion de l'ISIE tout au long du processus est jugée sévèrement par de nombreux représentants de partis politiques ou de la société civile qui y voient un signe de faiblesse.

Enfin, le plafond parfois très bas des dépenses de campagne autorisées n'a pas facilité le dynamisme des débats et la couverture de la campagne.

- l'abstention : l'une des conséquences les plus marquantes a été le niveau élevé d'abstention des électeurs, seulement un tiers d'entre eux se rendant dans les bureaux de vote. Ce niveau d'abstention a pu être décelé en amont du vote, notamment en raison du nombre limité d'inscrits sur les listes électorales au prorata du nombre d'électeurs potentiels. Cette abstention est encore plus marquée chez les jeunes électeurs 18-21 ans (moins d'un quart se sont inscrits), une déception pour les partis politiques, la société civile et les observateurs, alors même que la loi prévoyait une forte présence de la jeunesse parmi les candidats.
- le code des collectivités locales : son adoption très tardive (fin avril, quelques jours avant les élections) a pu également avoir un impact sur la vitalité de la campagne et des débats dans la mesure où les candidats ne pouvaient pas proposer de mesures concrètes en l'absence de connaissance de ce que seraient les compétences des municipalités.

L'adoption du code a certes permis que les collectivités nouvellement élues soient régies par un cadre mis à jour, mais de nombreuses incertitudes demeurent, notamment en ce qui concerne les décrets d'application du code : 43 décrets doivent en effet être passés, après signature du Ministre compétent et approbation du Premier Ministre et du Président.

Conférence de presse

La conférence de presse conjointe de l'Observateur en Chef et du Chef de la délégation du PE s'est tenue le mardi 8 mai dans la matinée. Lors de celle-ci, le chef de la délégation du PE a souligné les principales conclusions reprises ci-dessus, tout en félicitant les Tunisiens et leurs autorités pour avoir conduit ces élections dans le calme et avec professionnalisme.

De nombreux médias nationaux et étrangers ont pris une part active à cette conférence de presse, ainsi que les Présidents de l'ISIE et HAICA. Le texte de la déclaration du chef de délégation est annexé à ce rapport.

Suivi de la mission

Les observations et conclusions rassemblées par les membres du Parlement européen (membres de la délégation et Observateur en chef) ont pour vocation de nourrir les activités à venir du Parlement européen à l'égard de la Tunisie, de ses institutions et de sa population.

Les commissions parlementaires du PE (notamment AFET, DROI, INTA et LIBE), la délégation parlementaire pour les relations avec les pays du Maghreb, et le Groupe de Soutien à la Démocratie et de Coordination des Elections vont continuer à suivre attentivement les développements politiques, sociaux et institutionnels en Tunisie, selon leurs prérogatives et compétences respectives, avec pour objectif ultime le renforcement de la démocratie dans le pays et l'ancrage de l'Etat de droit. Ceci est d'autant plus crucial que le pays n'est pas encore parfaitement stabilisé, dans un environnement régional difficile et mouvant. Une attention particulière pourra être donnée au développement démocratique du pays par le biais des conseils municipaux nouvellement élus.

L'ensemble des observations et conclusions serviront également dans le cadre des élections présidentielle et parlementaires qui se tiendront au second semestre 2019. Sous réserve d'une autorisation par la Conférence des Présidents, une délégation du Parlement européen devrait être envoyée pour observer ces étapes cruciales dans le développement démocratique de la Tunisie.

Annexes:

A. Liste des participants

ELECTIONS LOCALES EN TUNISIE 6 MAI 2018
DELEGATION D'OBSERVATION DES ELECTIONS

Députés

M. Santiago **FISAS**, ES, EPP- Chef de la délégation

M. Michael **GAHLER**, DE, EPP

M. Brando **BENIFEI**, IT, S&D

Mme Patricia **LALONDE**, FR, ALDE

Mme Marie-Christine **VERGIAT**, FR, GUE/NGL

Mme Joëlle **BERGERON**, FR, EFDD

Secrétariat

M. Karl **MINAIRE**, Administrateur

M. Julien **CRAMPES**, Administrateur

Mme Claudine **STAUB**, Assistante

B. Déclaration de la délégation du Parlement européen

**DECLARATION DE M. SANTIAGO FISAS AYXELÀ,
CHEF DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN
AU SEIN DE LA MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE L'UNION EUROPEENNE EN
TUNISIE
ELECTIONS MUNICIPALES DU 6 MAI 2018**

Tunis, le 08 mai 2018

Mesdames, messieurs, chers amis,

Permettez-moi à mon tour de vous souhaiter la bienvenue. Je suis Santiago Fisas Ayxelà, chef de la délégation du Parlement européen venue observer ces élections municipales¹. Cela a été un grand plaisir de travailler avec mes collègues sur cette mission, tous experts des questions tunisiennes et électorales. Je veux dire d'emblée que cette délégation souscrit pleinement aux conclusions de la Mission d'Observation Electorale de l'Union européenne qui viennent d'être présentées par mon ami et collègue Fabio Massimo Castaldo, le Chef Observateur. Qu'il me soit d'ailleurs permis de le remercier et de le féliciter, lui et ses équipes, pour l'excellent travail effectué sur le terrain depuis plus d'un mois.

Les conclusions qui viennent d'être présentées soulignent très justement l'importance que revêtent ces élections pour la Tunisie. Je voudrais revenir sur certains des points qui ont été abordés à l'instant.

D'abord et avant tout, il faut souligner et se féliciter de la bonne tenue de ces élections, les premières élections locales depuis la révolution de 2011: elles sont une étape non seulement importante mais incontournable et cruciale de la transition démocratique de la Tunisie, qui complète ici le cycle électoral commencé il y a près de huit ans. En soi, le modèle tunisien de transition démocratique est un exemple pour tous, dans la région comme dans le monde. Et les dispositions légales concernant la parité horizontale et verticale, la représentation des jeunes, et celle des personnes souffrant d'un handicap sont véritablement enthousiasmantes et audacieuses, et pourraient inspirer beaucoup de pays dans le monde. La participation des militaires et forces de sécurité qui ont pu s'exprimer comme tout citoyen est aussi à saluer.

¹ La délégation du Parlement européen est composée de 6 députés – élus de 4 Etats membres et 5 groupes politiques, et 3 membres du Secrétariat. Elle est intégrée à part entière dans la Mission d'Observation Electorale présidée par Mr Fabio Massimo Castaldo, lui aussi membre du Parlement européen.

Un autre grand motif de satisfaction est l'adoption du Code des collectivités locales par l'Assemblée des Représentants du Peuple. Les municipalités nouvellement élues, et couvrant pour la première l'intégralité du territoire, se voient enfin dotées du cadre indispensable pour l'exercice de leurs responsabilités. Certes, il a été adopté très tardivement et le travail n'est pas encore achevé, car les décrets de mise en œuvre doivent être adoptés, et les finances doivent être trouvées. Mais c'est un vrai soulagement de voir qu'il a pu être adopté à temps pour ces élections.

Je voudrais aussi soulever quelques points et réflexions qui sont nés de nos rencontres avec de nombreux interlocuteurs et de notre observation sur le terrain ce dimanche.

La campagne n'a pas été très exaltante et n'a pas su mobiliser les foules. Il faut tenter de comprendre cette atonie, et en tirer les conclusions qui s'imposent.

D'abord, la question du financement des campagnes de ces listes. Probablement les seuils autorisés sont très bas, ce qui n'aurait pas aidé les forces politiques, et notamment les plus petites, à mener vraiment campagne. Mais l'enjeu se situe moins dans le relèvement du plafond des dépenses de campagne que dans un vrai besoin de travailler d'abord et avant tout sur l'origine du financement des campagnes, pour permettre une vraie transparence de tous et pour tous. Une fois cet objectif atteint, la question du seuil ne sera plus primordiale.

Ensuite, le niveau d'exigence pour la composition des listes et le contrôle du respect des règles de campagne. Ces règles étaient ambitieuses, et le strict contrôle de leur respect ont placé la barre très haute pour les candidats. Il n'est pas exclu de penser que ceci a pu anesthésier le débat entre eux et contribuer à la relative discrétion de la campagne. Un point qui nous a frappés notamment, c'est l'absence de débat entre les listes sur leurs programmes politiques, un élément pourtant central du jeu démocratique, ou la restriction faite aux députés de participer aux débats dans les médias. Mais ce sont aussi les contraintes peut-être excessives imposées au débat politique, notamment l'impossibilité de porter un regard critique aux choix politiques des partis au pouvoir, ou l'application divergente d'une même règle selon les régions, sans instance de recours, qui ont pesé dans la balance. L'ISIE et la HAICA sont deux jeunes institutions dont l'indépendance vis-à-vis des partis doit être consolidée et qu'il convient de protéger et soutenir – tout en encourageant de futures campagnes plus dynamiques.

J'en viens ainsi au dernier point de nos préoccupations, la question de l'abstention. Elle est assez élevée, surtout chez les jeunes qui ne sont pas venus s'inscrire sur les listes. De nombreux facteurs peuvent expliquer cette désaffection, notamment la tournure prise par la campagne, ou encore la situation économique difficile dans laquelle vivent la majorité des électeurs.

Ce que j'espère de tout mon cœur, c'est que ce n'est pas le signe d'un désamour pour la chose politique. Les Tunisiens ont su remettre la démocratie au cœur de leur vie en 2011. Ils doivent aujourd'hui garder confiance dans leur capacité à décider de leur avenir par la voie des urnes, et ne pas délaissé ce droit qu'ils ont acquis chèrement. L'offre politique en Tunisie est riche et variée pour qui veut s'y intéresser !

Ces élections municipales sont une occasion pour tous et toutes, et spécialement pour les autorités et les partis politiques, de tirer un certain nombre d'enseignements aussi bien politique que juridique et réglementaire, notamment en vue des rendez-vous électoraux de 2019. En ce qui concerne les enseignements des observateurs, des recommandations seront présentées par mon collègue Fabio Massimo Castaldo, et j'espère que tout sera mis en œuvre pour qu'elles soient appliquées.

Fidèle à sa longue amitié avec la Tunisie, le Parlement européen sera aux côtés de l'Assemblée des Représentants du Peuple pour l'accompagner dans cette tâche, notamment dans la cadre du programme de coopération parlementaire très poussé qui lie nos deux assemblées, et qui s'est notamment manifesté l'année dernière par la tenue d'une semaine tunisienne et par les réunions régulières de la Commission parlementaire mixte.

C. Déclaration préliminaire de la Mission d'Observation Électorale de l'UE

DECLARATION PRELIMINAIRE

Tunis, 8 mai 2018

Un scrutin crédible qui marque une étape cruciale pour la démocratie tunisienne, malgré une mobilisation modeste et certaines faiblesses techniques

Cette déclaration préliminaire de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) est présentée avant l'achèvement du processus électoral. Des étapes essentielles restent à accomplir, notamment l'annonce des résultats et le traitement du contentieux éventuel. La MOE UE n'est en mesure de se prononcer que sur les observations effectuées jusqu'à ce stade du processus, et publiera ultérieurement un rapport final comprenant une analyse complète du processus et des recommandations pour les élections futures. La MOE UE pourra également faire des déclarations ultérieures sur l'avancement du processus en cours si elle le juge approprié.

Résumé

- Le 6 mai 2018 les électeurs tunisiens ont pu exprimer leur choix librement, au cours d'un scrutin crédible. Ces élections contribuent à enraciner la démocratie au niveau local et constituent un pas historique dans la réalisation de la décentralisation prévue par la Constitution. Elles ont cependant été marquées par certaines faiblesses techniques et une participation modeste dont il faudra tirer les leçons. Dans un contexte marqué par une crise socio-économique et une désaffection à l'égard de la classe politique, la discrétion de la campagne et l'incertitude quant aux compétences et aux moyens des futures municipalités due à l'adoption tardive du Code des collectivités locales, ont contribué à démobiliser l'électorat.
- Le scrutin s'est généralement déroulé dans le calme, malgré quelques retards et incidents causés par des défaillances logistiques. Certains électeurs ont eu des difficultés à trouver leur bureau de vote ou leur nom sur les listes. Dans presque tous les bureaux de vote observés, les procédures ont été correctement appliquées. Le dépouillement y a été conduit de façon transparente et le plus souvent consensuelle. La disposition des lieux de compilation des résultats ne permet pas toujours une observation optimale des étapes cruciales de vérification des procès-verbaux.
- La campagne électorale a été pluraliste mais à peine visible dans l'espace public. Le contrôle de la campagne par les agents de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) s'est avéré par endroits excessivement rigide. A ceci se sont ajoutées des divergences dans l'interprétation par les instances régionales de l'ISIE de ce qui était autorisé. Le plafond relativement bas des dépenses de campagne a imposé aux candidats des activités de campagne réduites. En plus de sa faible couverture médiatique, la campagne s'est ainsi déroulée dans un contexte de facto favorable aux partis au pouvoir qui bénéficient de visibilité institutionnelle.
- Le cadre juridique constitue une base adéquate pour l'organisation d'élections conformes aux obligations internationales. La réforme de 2017 a élargi le droit de vote aux militaires et agents des forces de sécurité, introduit la parité horizontale dans la formation des listes, et établi un seuil de représentativité de 3% pour les élections locales. Certaines insuffisances persistent,

notamment l'absence de procédure contentieuse spécifique à la campagne, et d'un encadrement détaillé du pouvoir de l'ISIE en matière d'annulation des résultats.

- Fortement fragilisée par une crise qui a affecté son fonctionnement et affaibli les capacités de sa structure exécutive à l'approche des élections municipales, l'ISIE a relevé le défi d'organiser un scrutin techniquement crédible. Les difficultés de l'instance centrale ont cependant donné lieu à Cette déclaration est disponible en Français et en Arabe, mais seule la version française est officielle. des retards significatifs dans les préparatifs électoraux, et contribué à renforcer le pouvoir d'appréciation de ses instances régionales.
- Selon les chiffres arrêtés en février 2018, un total de 5.369.843 électeurs étaient inscrits pour le scrutin municipal du 6 mai, dont 48% de femmes. Les estimations réalisées par la mission font apparaître une nette sous-inscription des jeunes de 18 à 21 ans : moins d'un quart d'entre eux sont inscrits sur les listes d'électeurs. En matière de transparence, la difficulté d'accès aux données détaillées de l'inscription constitue une préoccupation importante.
- L'enregistrement des listes de candidats a été techniquement réussi. Au total 2.074 listes comptant quelque 53.000 candidats étaient en compétition. Cependant, les procédures complexes de dépôt et les conditions de validité des listes, dont le principe de la parité requise entre les hommes et les femmes pour les têtes de listes, ont été perçues parmi de nombreuses formations politiques comme un défi. Ainsi, seuls les deux partis au pouvoir ont été capables de présenter des listes dans toutes – ou quasiment toutes – les municipalités. Quelque 30 % des têtes de listes sont des femmes, une progression significative par rapport aux 13 % lors des élections législatives de 2014. Par ailleurs, 52 % des candidats étaient âgés de moins de 35 ans.
- La couverture médiatique de la campagne a été généralement équilibrée mais faible, reflétant la complexité de la règle de répartition du temps d'antenne et la discrétion de la campagne. Les chaînes publiques Watania 1 et Radio Nationale Tunisienne ont présenté une couverture équilibrée de la campagne électorale. Par contre, le journal public La Presse a fait une couverture limitée et favorable à Nidaa Tounes. Les médias privés suivis par la mission ont présenté la campagne électorale d'une façon généralement équilibrée.

La mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) est présente en Tunisie depuis le 6 avril 2018 à la suite d'une invitation de l'ISIE et du Gouvernement tunisien. La Mission est dirigée par le Chef Observateur Fabio Massimo Castaldo, vice-président du Parlement européen (Italie). Au total, la MOE UE a déployé à travers le pays 124 observateurs de 27 États membres de l'UE, ainsi que du Canada, de la Norvège et de la Suisse pour évaluer l'ensemble du processus électoral au regard des normes internationales en matière d'élections démocratiques et de la législation tunisienne. Une délégation du Parlement européen, dirigée par le député européen Santiago Fisas Aixelà (Espagne), s'est jointe à la mission et souscrit pleinement à cette déclaration. Le jour du scrutin, les observateurs ont visité plus de 537 bureaux de vote dans 221 municipalités pour observer le vote et le dépouillement. La MOE UE reste dans le pays pour observer les développements postélectoraux. La MOE UE est indépendante dans ses conclusions et adhère à la Déclaration des principes pour l'observation internationale des élections signée aux Nations Unies en octobre 2005.

1. Contexte

L'élection des 350 conseils municipaux, dont de nombreux nouvellement créés, constitue la première étape de la décentralisation prévue par la Constitution de 2014. La période pré-électorale et les deux premières semaines de campagne ont été affectées par une incertitude quant à l'adoption, avant les élections, d'un code des collectivités locales censé définir leurs compétences et leurs moyens. Le Code a finalement été adopté par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) le 26 avril.

Ce scrutin s'est tenu à 18 mois des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019. Il constitue une occasion pour les partis politiques de mesurer leur force au sein de l'électorat et de renforcer leurs positions locales à l'approche de ces échéances. Ce scrutin avait également valeur de test politique et organisationnel pour la conduite des élections en Tunisie avant les élections nationales de l'année prochaine.

2. Campagne électorale

La campagne électorale a été pluraliste mais a manqué de visibilité et de contenu.

La campagne électorale est dans l'ensemble restée peu visible dans l'espace public. Les listes candidates ont privilégié des méthodes de proximité telles que le porte-à-porte, les réunions de café et la distribution de tracts. Tandis que les libertés de rassemblement et de mouvement ont été respectées, les règles strictes encadrant la campagne ont par endroits été appliquées de manière restrictive. Le refus par quelques instances régionales d'approuver certains éléments de langage sur les affiches des listes en compétition, pourtant validées dans d'autres régions, indique par ailleurs un manque de cohérence dans l'interprétation de ce qui est autorisé.²

L'obligation de déclarer toutes les activités de campagne à l'avance, y compris le porte-à-porte, et leur contrôle quasi systématique par le biais d'agents de l'ISIE, participent d'un encadrement excessivement rigide, comme souligné par plusieurs partis politiques. Inspiré par un souci d'équité entre les listes en compétition, le niveau relativement bas du plafond des dépenses de campagne a toutefois empêché l'organisation d'événements nombreux ou d'ampleur. Si la plupart des représentants de listes indépendantes ont défendu le principe d'un plafonnement bas, une grande partie des formations politiques rencontrées ont estimé que le plafond de dépenses autorisées ne permettait pas de mener une campagne en mesure d'atteindre l'électorat.³

² A titre d'exemple, Nidaa Tounes a dû rayer de son manifeste les références au Président de la République, fondateur du parti, dont la mention est considérée comme une atteinte à la neutralité de l'administration. Plusieurs IRE ont également interprété le message de partis d'opposition tels que le Courant Démocrate, Machrouu Tounes ou la coalition du Front Populaire, comme une atteinte à la dignité de leurs adversaires politiques. Ainsi, des affiches imputant des « promesses mensongères » ou des pratiques « clientélistes » à l'administration en place ont ainsi été rejetées.

³ Par exemple pour la circonscription comprenant la capitale Tunis, le plafond des dépenses par liste pour mener 21 jours de campagne a été établi à 38.780 TND (environ 13.000 EUR). Pour les municipales du 6 mai, le Décret n°2017-1041 du 19 septembre 2017 fixe le montant des subventions publiques.

L'ensemble de ces conditions limitatives s'est ajouté à une couverture médiatique réduite, créant ainsi un environnement de facto favorable aux partis au pouvoir qui, quelle que soit l'intensité de la campagne, restent visibles de par leur position institutionnelle.

Au bout de trois semaines de campagne, l'ISIE a enregistré un nombre élevé d'infractions, dont l'affichage de déclarations électorales non-visées, l'utilisation des symboles nationaux tunisiens, la conduite d'activités non déclarées ou annoncées tardivement. Les procès-verbaux des contrôleurs de l'ISIE pouvant servir de base à l'annulation de résultats des listes contrevenantes, de nombreux interlocuteurs ont exprimé leur inquiétude quant aux critères de recrutement et à la formation accélérée des contrôleurs.

Alors que la loi électorale requiert la stricte neutralité de l'administration, la participation de membres de l'Exécutif à des activités de campagne a été relevée par des médias à plusieurs reprises. Ceci a eu lieu en dépit d'une circulaire du Chef de Gouvernement rappelant les dispositions légales relatives au principe d'impartialité engageant l'administration pendant les élections municipales⁴.

Dans un contexte actuel d'utilisation croissante des réseaux sociaux, les règles de campagne strictes et la réglementation complexe de la couverture médiatique ont renforcé le rôle des réseaux sociaux, notamment Facebook, comme outil de campagne et d'information pour les citoyens.

La veille et le jour du scrutin, le silence électoral a dans l'ensemble été respecté, malgré certains cas de dépassement.

3. Cadre juridique

Une base juridique conforme aux normes internationales malgré la persistance de certaines insuffisances.

La Constitution consacre les droits fondamentaux nécessaires à une vie politique libre, et la Tunisie a ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux Droits humains. Cependant, la mise en œuvre de la Constitution connaît des retards importants, en particulier dans l'installation des contre-pouvoirs institutionnels. En effet, si une loi sur la Cour constitutionnelle a été adoptée en novembre 2015, celle-ci n'est toujours pas en place, l'ARP n'étant pas parvenue à nommer son quota de membres de la Cour. Par ailleurs, la mise en place des instances indépendantes connaît des retards importants.⁵

La réforme de la loi électorale de 2017 a introduit des dispositions spécifiques aux élections locales telles que l'extension du droit de vote aux militaires et agents des forces de sécurité, l'obligation de la parité horizontale entre les femmes et les hommes, ou l'introduction d'un seuil de représentativité de 3% pour l'attribution des sièges. Pour le financement public de la campagne, la réforme a également remplacé le système d'avance de fonds par un système de remboursement des dépenses pour toutes les élections. Certaines insuffisances persistent dans la Loi. En particulier, l'absence d'un contentieux spécifique à la campagne électorale dans des délais appropriés. En outre, en l'absence d'un encadrement détaillé, le pouvoir de l'ISIE d'annulation des résultats s'il

⁴ Circulaire n°27 datée du 5 octobre 2017 du Chef du Gouvernement.

⁵ La Constitution prévoit également la création de cinq instances constitutionnelles indépendantes : l'Instance des élections, l'Instance de la communication audiovisuelle, l'Instance des droits de l'Homme, l'Instance du développement durable et des droits des générations futures, l'Instance de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. A l'exception de l'Instance chargée des élections (ISIE), aucune de ces instances n'est pleinement en place.

lui est avéré que des violations des règles de la campagne ont pu affecter le résultat des élections de manière « substantielles et déterminantes », sans qu'un nouveau scrutin ne soit alors prévu, est susceptible de créer des incertitudes⁶.

4. Administration électorale

Fortement fragilisée, l'ISIE a relevé le défi d'un scrutin techniquement crédible.

Acquis des réformes politiques de 2011, le principe d'une gestion du processus électoral par une institution publique forte, indépendante du pouvoir exécutif, a été pérennisé par la loi organique de décembre 2012. L'ISIE dispose ainsi de larges prérogatives dans la conduite et la supervision du processus électoral. Son pouvoir réglementaire est en outre renforcé par une législation qui lui délègue, par endroits, discrétion de réguler des aspects importants du processus.

Le Conseil de l'instance est composé de neuf membres issus de divers corps professionnels, élus pour un mandat de six ans par l'ARP à une majorité qualifiée des deux tiers, selon une procédure complexe qui a fait l'objet de longs débats politiques. Celle-ci comprend un tri préalable des candidatures classées en fonction de leurs qualifications, sans caractère contraignant. Pour les formations de l'opposition et les principales plateformes d'observation électorale de la société civile, la procédure de nomination à la majorité qualifiée ne serait pas optimale étant donnée la configuration actuelle des forces politiques au sein de l'Assemblée.

L'ISIE a abordé la préparation des élections municipales fortement fragilisée par une crise interne qui a affecté son fonctionnement sur la plus grande partie de l'année écoulée. De fortes dissensions ont mené à la démission du président et de deux autres membres du Conseil, ainsi que de la plupart des chefs d'unité de l'organe exécutif de l'instance. Il a fallu de longs mois à l'ARP pour parvenir à remplacer les démissionnaires au sein du Conseil et élire un nouveau président.

Les capacités techniques de la structure exécutive de l'ISIE ont été particulièrement affectées, aucun des postes clés laissés vacants n'ayant été comblé.

Au plus fort de cette crise, l'ISIE a relevé le défi de lancer les opérations de mise à jour des listes électorales. Avec l'appui de structures déconcentrées expérimentées, elle a pu mener à bien la gestion complexe de l'enregistrement des candidatures, conduire un programme de formation de qualité pour les quelque 52.000 agents des centres et bureaux de vote, et assurer la tenue d'un scrutin techniquement crédible.

Les difficultés internes ont cependant engendré des retards significatifs dans les préparatifs du scrutin, notamment en ce qui concerne la finalisation de procédures clés ou la diffusion des règles applicables aux parties prenantes.⁷ Elles se sont aussi reflétées dans les incertitudes sur l'usage de l'encre indélébile et l'absence d'une communication adaptée à ce sujet. Les efforts de sensibilisation des électeurs n'ont débuté que très tardivement, dans la dernière semaine de campagne.

Par ailleurs, l'affaiblissement de l'instance centrale a contribué à élargir la marge d'appréciation des instances régionales dans la prise de certaines décisions. Ainsi, le manque d'homogénéité des décisions relatives à l'approbation des manifestes de campagne a révélé les difficultés de l'instance centrale à anticiper et coordonner leur action. Ceci soulève la question de l'absence

⁶ Ces annulations peuvent néanmoins faire l'objet de recours devant le Tribunal administratif.

⁷ A titre d'exemple, les règles de financement de la campagne à l'usage des listes candidates n'ont ainsi été publiées qu'à la veille de l'ouverture de la campagne, et le Manuel des procédures de vote l'a été après le lancement de la formation.

d'encadrement dans la loi des compétences propres des instances régionales pour les élections (IRE) et des modalités de désignation de leurs membres.

L'ISIE bénéficie de la coopération des services de l'Etat dans la mise en œuvre des préparatifs électoraux. La logistique, en particulier, reposait sur la mobilisation des moyens de l'armée. L'ISIE a pu s'appuyer sur une assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES).

Vote anticipé des militaires et personnels des forces de sécurité intérieure

Seuls 4.492 des quelque 36.000 militaires et membres des forces de sécurité inscrits se sont rendus aux urnes le 29 avril, soit un taux de participation de 12%. Le scrutin avait été précédé d'un appel au boycott du Syndicat des forces de sécurité intérieure. Une partie seulement des inscrits avaient personnellement fait la démarche de s'enregistrer lors des révisions de l'année dernière. Les autres, déjà inscrits comme « civils » lors des élections précédentes, ont été transférés, sans en être formellement informés, sur des registres dédiés, sur base des informations reçues des ministères concernés. Les statistiques relatives à ces transferts n'ont fait l'objet d'aucune publication.

5. Listes électorales

Désaffection des jeunes et manque d'accès aux données détaillées de l'inscription.

Un total de 5.369.843 électeurs étaient inscrits, dont 48% de femmes. Les estimations réalisées par la mission⁸ montrent une nette sous-inscription des jeunes de 18 à 21 ans : moins d'un quart d'entre eux sont inscrits sur les listes d'électeurs, marquant une nette désaffection des plus jeunes et une sensibilisation jugée insuffisante par la plupart des parties prenantes.

Progrès notable en comparaison des mises à jour pré-électorales effectuées jusque lors, les décisions réglementaires de l'ISIE ont entériné le principe d'un enregistrement continu. En pratique, les reports successifs des élections municipales n'ont pas permis la mise en œuvre effective d'une inscription ouverte tout au long de l'année.⁹ En dépit des moyens déployés par l'ISIE, la première période d'inscription s'est heurtée non seulement à une certaine indifférence de l'électorat, mais aussi à une période peu propice en raison du Ramadan et des vacances universitaires. Elle s'est soldée par un total de 535.784 nouvelles inscriptions, dont seulement 28% de jeunes entre 18 et 21 ans.

Le manque de transparence entourant la constitution des listes d'électeurs constitue une faiblesse préoccupante. La durée d'affichage des listes provisoires, non codifiée et limitée à trois jours lors des dernières révisions, apparaît excessivement courte pour permettre leur examen par le plus grand nombre. Si l'ISIE a développé un service par téléphonie mobile qui permettait à chacun de recevoir ses données personnelles d'inscription, ni les listes définitives ni les statistiques détaillées par bureau de vote n'étaient disponibles à la consultation avant le jour du scrutin. Les principaux groupes d'observateurs de la société civile et certaines formations politiques déplorent la difficulté d'accès aux données détaillées de l'inscription des électeurs – au-delà de statistiques

⁸ Sur base de projections tirées des données publiées par l'ISIE et l'Institut national des statistiques (INS).

⁹ L'inscription a été conduite sur une première période du 19 juin au 10 août 2017 en vue d'un scrutin initialement prévu en décembre 2017. Elle a ensuite été réouverte du 2 octobre au 25 novembre 2017 et du 19 décembre 2017 au 6 janvier 2018 mais seulement au niveau des bureaux régionaux de l'ISIE.

générales et partielles¹⁰ communiquées par l'ISIE sous des formats fermés, non-exploitable à des fins d'analyse.

6. Enregistrement des candidatures

Complexe dans ses modalités pour les parties prenantes mais techniquement réussi.

La législation garantit le droit de se porter candidat sans exclusion ni incompatibilité déraisonnable. Cependant, les procédures de dépôt sont complexes et demandent une préparation administrative minutieuse. De même, les conditions de validité des listes, dont le principe de la parité horizontale¹¹ imposée aux listes de partis et de coalitions, ainsi que des mesures favorisant la présence de jeunes et de personnes porteuses de handicap, ont été perçues par de nombreuses formations politiques comme un défi. Seuls les deux partis au pouvoir ont été capables de présenter des listes dans toutes – ou quasiment toutes – les municipalités. Le nombre élevé de listes indépendantes (860 sur 2074) s'explique en partie par la difficulté des partis et coalitions à respecter la règle de la parité horizontale, ainsi que par des choix tactiques.

Sur les 2.174 dossiers de candidatures initiales, 106 listes ont été rejetées par l'ISIE pour non-respect des conditions de validité. Les décisions de l'ISIE sur les candidatures ont fait l'objet de 69 recours en première instance et 25 appels. Le contentieux a révélé quelques faiblesses des procédures d'enregistrement, notamment concernant des restrictions imposées par l'ISIE au droit de rectification des dossiers de candidature¹². Le traitement des recours par le Tribunal administratif¹³ a permis la réinsertion de six listes. Le 2 avril, le contentieux des candidatures était achevé. L'ISIE a publié le 5 avril les listes définitives par circonscription, pour un total de 2.074 listes, dont 1.055 listes de partis politiques, 159 listes de coalitions et 860 listes indépendantes.

7. Médias

Une couverture médiatique généralement équilibrée mais limitée de la campagne électorale.

La liberté des médias s'est clairement améliorée suite aux réformes politiques de 2011. Cependant l'actuelle définition des délits de diffamation et calomnie, passibles de peines d'emprisonnement, présente des risques de limites au plein exercice de la liberté de la presse.

Une décision conjointe de la Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA) et de l'ISIE adoptée en février 2018 a fixé la règle de répartition du temps d'antenne. Celle-ci s'est avérée complexe à mettre en pratique, et certains médias privés ont fait part à la mission de difficultés concernant le respect de cette règle dans leurs bulletins d'information.

Cette décision établit également une interdiction de diffuser tout discours officiel du Président de la République, du gouvernement, des membres de l'ARP, des conseils régionaux ou municipaux, contenant une quelconque forme de propagande électorale. Si des limitations concernant le Président de la République et les membres du gouvernement peuvent s'expliquer au titre de l'exigence de neutralité de l'administration telle qu'inscrite dans la loi électorale, l'inclusion des

¹⁰ Aucune donnée relative aux radiations et autres corrections n'a été rendue publique.

¹¹ L'obligation pour les partis et coalitions en compétition dans plusieurs municipalités d'avoir autant de femmes que d'hommes comme tête de liste. Par définition, les listes indépendantes ne sont pas soumises à cette obligation, n'étant en compétition que dans une seule municipalité.

¹² Décision 2017-10 du 20 juillet 2017, article 21.

¹³ Chambres de première instance et chambres d'appel du Tribunal administratif.

membres des assemblées élues dans le champ de cette interdiction semble excessive. La règle impliquerait ainsi qu'un membre de l'ARP ou un conseiller municipal sortant qui serait candidat ne pourrait bénéficier d'aucune couverture médiatique.

Les médias ont fait une couverture réduite de la campagne électorale. Malgré la complexité de la clé de répartition du temps d'antenne, la majorité des médias audiovisuels ont réussi à en consacrer une partie aux élections municipales. Certains médias ont expliqué à la mission s'être résignés à appliquer un principe d'équilibre lorsqu'ils n'étaient pas en mesure de suivre scrupuleusement la division du temps d'antenne.

L'audiovisuel public suivi par la MOE¹⁴ a offert une plate-forme utile d'information pour les électeurs, comprenant des programmes dédiés à la campagne et d'éducation civique. La télévision Watania 1 et la Radio Nationale Tunisienne (RNT) ont présenté une couverture équilibrée de la campagne électorale, ayant dédié du temps d'antenne aux candidats sur un ton neutre. Le journal public La Presse s'est révélé une source d'information limitée sur les élections municipales avec une couverture plus positive en faveur de Nidaa Tounes¹⁵.

Les médias privés suivis ont couvert la campagne électorale de façon généralement équilibrée, à l'exception de Atessia TV qui a dédié à Ennahdha 29% de l'espace total consacré aux listes en compétition, contre 11% à Nidaa Tounes, et 18% aux listes indépendantes. Radio Mosaïque et le journal Alchorouk ont constitué une source pertinente d'éducation civique. Le journal Alchorouk a enfreint le silence électoral, publiant le 5 mai des déclarations de partis.

8. Participation des femmes

La parité horizontale renforce la participation des femmes à la vie politique.

La Constitution consacre la parité entre la femme et l'homme dans les assemblées élues. La parité horizontale pour les élections locales constitue un important développement. Au total, 30 % des têtes de listes sont des femmes, une progression par rapport aux 13 % des élections législatives de 2014. Cependant, seules 3.5% des listes indépendantes ont placé des femmes à leur tête.

En juillet 2017 a été adoptée une loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, pionnière dans la région. Plusieurs cas de violence politique envers les femmes ont été soulevés et sont suivis par la société civile.

Bien que la loi relative à l'ISIE considère le principe de la parité pour l'élection de ses membres, il n'y a actuellement qu'une femme parmi ses neuf membres. Le jour du scrutin, 35 % des représentants des listes et 58 % des membres des bureaux de vote visités par la MOE étaient des femmes.

¹⁴ La MOEUE a mis en place une unité de monitoring chargée d'observer la couverture de la campagne électorale par un échantillon de médias publics (Watania 1, Radio National Tunisienne, La Presse) et privés (Radio Mosaïque, Atessia TV et Alchorouk). La plage horaire du monitoring des radios a été de midi à 15 h, la télévision était suivie de 18 h à 23 h.

¹⁵ Le journal La Presse a accordé 40% de l'espace consacré aux listes en compétition à Nidaa Tounes, dont 21.5 % sur un ton positif, 7.5 % sur un ton négatif et 70.9 % sur un ton neutre, Il a accordé 37% de l'espace à Ennahdha, dont 27% sur un ton négatif et 72.6 % sur un ton neutre.

9. Participation des personnes handicapées

La loi a introduit des innovations pour encourager la participation des personnes handicapées au processus démocratique.

Pour les élections locales, la loi électorale a prévu l'inclusion de candidats porteurs d'un handicap physique parmi les dix premières positions sur les listes, sous peine de privation de la subvention publique.¹⁶ Parmi les 1.740 candidats porteurs de handicap, 18 sont tête de liste, dont 5 femmes et 13 hommes.¹⁶ En application de la Loi électorale¹⁷, l'ISIE a adopté des mesures spécifiques, dont l'inclusion d'un livret des signes de communication avec les électeurs sourds-muets dans le manuel des membres de bureaux de vote, et la mise à disposition de porte-bulletins de vote en braille pour les électeurs non-voyants, généralement constatée par les observateurs de la mission.

10. Participation des jeunes

La loi électorale encourage l'implication des jeunes dans les élections locales.

La loi encourage la participation des jeunes à la politique locale. Ainsi, pour les élections municipales et régionales, chaque liste de candidats doit inclure, parmi les trois premiers, une candidate ou un candidat âgé de 35 ans au plus. Par ailleurs, 52 % des candidats étaient âgés de moins de 35 ans. On constate cependant que moins d'un quart des jeunes de 18 à 21 ans se sont inscrits sur les listes électorales, marquant une réelle désaffection vis-à-vis de la politique. Le jour du scrutin, la participation observée dans les bureaux de vote destinés aux plus jeunes a semblé faible.

11. Groupes d'observateurs nationaux

Selon l'ISIE, environ 8.500 observateurs nationaux issus d'une quarantaine d'organisations ont été accrédités, très loin des quelque 30.000 observateurs mobilisés lors des élections de 2014. Certaines associations ont fait état d'une plus grande difficulté à mobiliser des volontaires en raison d'un désintérêt beaucoup plus marqué des jeunes Tunisiens à l'égard de la politique. Le réseau Mourakiboun, l'Association tunisienne pour l'intégrité et la démocratie des élections (ATIDE) et l'Observatoire Chahed mobilisaient les effectifs les plus nombreux. L'association I Watch pour sa part, soutenait un ensemble d'initiatives locales à travers le pays.

12. Vote, dépouillement et tabulation

Un scrutin généralement calme et libre, toutefois marqué par une participation décevante.

La plupart des bureaux de vote observés ont ouvert à l'heure ou avec un retard inférieur à dix minutes. Quelques retards et incidents ont cependant été causés par des défaillances logistiques.¹⁸ À El Mdhila (Gafsa), une erreur d'affectation des bulletins de vote a provoqué de vives tensions qui se sont soldées par la destruction de deux urnes. Le scrutin a été suspendu avant d'être reporté à une date ultérieure. À Ariana Ville, les bulletins utilisés pour le vote contenaient une

¹⁶ La Tunisie a ratifié le 2 avril 2008 la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif. L'article 48 de la Constitution consacre la protection des droits des personnes handicapées face à toute discrimination. ¹⁶ Source : www.isie.tn

¹⁷ Art. 131 et 132 de la Loi électorale.

¹⁸ Dans la municipalité d'Ouled Haffouz (Sidi Bouzid) notamment, l'inversion des listes d'électeurs de deux bureaux de vote a retardé l'ouverture du scrutin de plus d'une heure.

erreur sur le logo d'une liste indépendante. Un problème similaire avait déjà affecté le vote anticipé des personnels sécuritaires le 29 avril à Jedliane (Kasserine).

Les procédures de vote ont été correctement appliquées dans la quasi-totalité des bureaux de vote visités par la mission, et les électeurs pouvaient y exprimer leur choix librement. Dans quelques cas, les observateurs de la mission ont néanmoins relevé la continuation d'activités de campagne aux alentours de centres de vote. Les principaux groupes d'observateurs de la société civile ont dénoncé des pratiques similaires visant à influencer les électeurs à proximité de certains bureaux de vote.

Seules les listes présentées par Ennahdha et Nidaa Tounes étaient représentées dans la plupart des bureaux de vote visités.¹⁹ Les autres listes étaient dans l'ensemble très faiblement représentées. Dans un bureau sur dix, aucun ou un seul représentant était présent.

L'affectation des électeurs par bureau de vote en fonction de leur âge a parfois généré des files d'attente devant les bureaux réservés aux plus âgés alors que ceux réservés aux jeunes restaient vides. Par ailleurs, l'affichage d'une seule liste d'électeurs par centre de vote, sans indication du numéro de bureau, a compliqué l'orientation des électeurs, générant parfois des tensions. La mise en place d'un service par téléphone mobile pour les renseigner sur leur affectation n'a pas fonctionné de façon optimale. D'autres difficultés ont également empêché certains électeurs de trouver leur nom sur les listes.²⁰

Dans les bureaux observés, le dépouillement a été conduit de façon transparente, rigoureuse et le plus souvent consensuelle. Dans de rares cas, les présidents ont placé des restrictions excessives au nombre de personnes autorisées à en suivre le déroulement. Le procès-verbal de résultats a été affiché devant le bureau de vote dans 92% des cas. Les procédures ne prévoient pas la remise d'une copie certifiée aux représentants des listes.

La mission poursuit actuellement l'observation de la compilation des résultats. Si l'agrégation des chiffres dûment validés est effectuée sur des tableaux visibles de tous, la disposition des lieux ne permet pas toujours aux représentants des listes et aux observateurs un suivi optimal des étapes cruciales de la vérification des procès-verbaux et des éventuels redressements apportés.

Une version électronique de cette déclaration est disponible sur le site web de la mission :

https://eeas.europa.eu/election-observation-missions/eom-tunisia-2018_fr

Pour plus d'informations veuillez prendre contact avec Michela Sechi, Attachée de presse de la MOE UE,

Tel : (+216) 98764107, michela.sechi@moeuetunisie2018.eu

Mission d'observation électorale de l'Union européenne TUNISIE 2018

Hôtel Golden Tulip Carthage Tunis | La Marsa

<http://www.facebook.com/moeuetunisie2018>

<https://twitter.com/MOEUEtunisie>

¹⁹ Respectivement 88% et 80% des bureaux visités.

²⁰ Certains électeurs ont été redirigés vers un centre de vote autre que celui auquel ils avaient récemment demandé le rattachement, ou vers un bureau de vote non-existant – comme la mission a pu l'observer à La Marsa. D'autres avaient été « transférés » à leur insu sur les listes des personnels sécuritaires, appelés à voter le 29 avril.

D. Communiqué de presse de la Mission d'Observation Électorale de l'UE



MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE DE L'UNION EUROPÉENNE



TUNISIE, Élections municipales 6 MAI 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un scrutin crédible, étape cruciale pour la démocratie tunisienne malgré une mobilisation modeste et certaines faiblesses techniques

Tunis, 8 mai 2018 - « Le 6 mai 2018, les électeurs tunisiens ont pu exprimer leur choix librement, au cours d'un scrutin crédible » a déclaré ce matin Fabio Massimo CASTALDO, Chef observateur de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) en Tunisie et Vice-président du Parlement européen.

« Ces élections vont contribuer à enraciner la démocratie au niveau local et constituent un pas historique dans la réalisation de la décentralisation prévue par la Constitution de 2014 ». « Le scrutin a cependant été marqué par certaines faiblesses techniques et une participation assez modeste, dont il faudra tirer les leçons. En particulier, la faible participation des jeunes est un sujet de préoccupation » a-t-il ajouté.

Le Chef observateur a aussi souligné que « le déploiement d'une mission d'observation électorale de l'Union européenne pour des élections municipales, assez exceptionnel, démontre l'engagement de l'UE aux côtés du peuple tunisien dans le processus de consolidation de la démocratie ».

M. CASTALDO a présenté la déclaration préliminaire de la MOE UE Tunisie 2018 accompagné par M. Santiago FISAS AYXELÀ, Chef de la Délégation du Parlement européen, qui souscrit pleinement aux conclusions de la MOE UE.

« L'adoption du Code des collectivités locales par l'Assemblée des Représentants du peuple est un grand motif de satisfaction » a souligné M. FISAS. « Ces élections municipales sont une occasion spécialement pour les autorités et les partis politiques de tirer un certain nombre d'enseignements aussi bien politiques que juridiques et réglementaires. Fidèle à sa longue amitié avec la Tunisie, le Parlement européen sera aux côtés de l'ARP pour l'accompagner dans cette tâche ».

Le jour du scrutin, les 124 observateurs de la MOE UE ont visité 537 bureaux de vote dans 221 municipalités pour observer le vote et le dépouillement. Le scrutin s'est généralement déroulé dans le calme, malgré quelques retards et incidents causés par des défaillances logistiques. Dans presque tous les bureaux de vote observés, les procédures ont été correctement appliquées. Le dépouillement y a été conduit de façon transparente et le plus souvent consensuelle.

« La campagne électorale a été pluraliste mais à peine visible dans l'espace public » a encore expliqué M. CASTALDO. « Le contrôle de la campagne par les agents de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) s'est avéré par endroits excessivement rigide. A ceci se sont ajoutées des divergences dans l'interprétation par les instances régionales de l'ISIE de ce qui était autorisé. Le plafond relativement bas

des dépenses de campagne a imposé aux candidats des activités de campagne réduites » a ajouté M. CASTALDO.

Le cadre juridique tunisien constitue une base adéquate pour l'organisation d'élections conformes aux obligations internationales. La réforme de 2017 a élargi le droit de vote aux militaires et agents des forces de sécurité, introduit la parité horizontale dans la formation des listes, et des mesures incitatives pour l'inclusion des femmes et des personnes handicapées. Certaines insuffisances persistent, notamment l'absence de procédure contentieuse spécifique à la campagne, et d'un encadrement détaillé du pouvoir de l'ISIE en matière d'annulation des résultats.

Fortement fragilisée par une crise qui a affecté son fonctionnement, l'ISIE a relevé le défi d'organiser un scrutin techniquement crédible. Ces difficultés ont cependant donné lieu à des retards significatifs dans les préparatifs électoraux, et contribué à renforcer le pouvoir d'appréciation de ses instances régionales. La couverture médiatique de la campagne électorale a été généralement équilibrée mais faible, reflétant la complexité de la règle de répartition du temps d'antenne et la discrétion de la campagne.

A ce propos, M. FISAS a souligné que « *l'ISIE et la HAICA sont deux jeunes institutions dont l'indépendance vis-à-vis des partis doit être consolidée et qu'il convient de protéger et soutenir – tout en encourageant des futures campagnes plus dynamiques* ».

Selon les chiffres arrêtés en février 2018, un total de 5.369.843 électeurs étaient inscrits pour le scrutin municipal, dont 48% de femmes. Les estimations réalisées par la mission font apparaître une nette sous-inscription des jeunes de 18 à 21 ans : moins d'un quart d'entre eux sont inscrits sur les listes d'électeurs. En matière de transparence, la difficulté d'accès aux données détaillées de l'inscription constitue une préoccupation importante.

L'enregistrement des listes de candidats a été techniquement réussi. Cependant, les procédures complexes de dépôt et les conditions de validité des listes, dont le principe de la parité horizontale, ont été perçues parmi de nombreuses formations politiques comme un défi. Quelque 30 % des têtes de listes sont des femmes, en progression significative par rapport aux 13 % lors des législatives de 2014. Par ailleurs, 52 % des candidats étaient âgés de moins de 35 ans.

Cette déclaration préliminaire de la MOE UE Tunisie est présentée aujourd'hui avant l'achèvement du processus électoral. Des étapes essentielles restent à accomplir, notamment l'annonce des résultats et le traitement du contentieux éventuel. La MOE UE reste en Tunisie et publiera ultérieurement un rapport final comprenant une analyse complète du processus et des recommandations pour les élections futures.

La mission d'observation électorale de l'Union européenne est présente en Tunisie depuis le 6 avril 2018 à la suite d'une invitation de l'ISIE et du Gouvernement tunisien. Au total, la MOE UE a déployé 124 observateurs de 27 États membres de l'UE, ainsi que du Canada, de la Norvège et de la Suisse pour évaluer l'ensemble du processus électoral au regard des normes internationales en matière d'élections démocratiques et de la législation tunisienne. La MOE UE reste dans le pays pour observer les développements postélectoraux.

Contact MOE UE Tunisie 2018

Michela SECHI, attaché de presse – mobile : +216 9876 4107 – michela.sechi@moeuetunisie2018.eu
www.eueom.eu/tunisie2018 | Facebook : [moeuetunisie2018](https://www.facebook.com/moeuetunisie2018) | Twitter : [@moeuetunisie](https://twitter.com/moeuetunisie)